

**M. Broadbent:** Pas du tout.

**M. Nielsen:** Je me dois de veiller à ce que le Code soit respecté. Je l'ai assez répété.

**M. de Jong:** Vous ne vous êtes pas acquitté de vos responsabilités.

**M. Nielsen:** J'ai également répondu qu'on s'y était conformé. Si le député ne veut rien entendre, je ne sais que lui dire.

#### QUESTION POSÉE AU CABINET

**M. Nelson A. Riis (Kamloops—Shuswap):** Monsieur le Président, il me semble que le public a droit de connaître la réponse à cette question toute simple: ce prêt a-t-il avantagé le ministre, par l'intermédiaire de son épouse? Le vice-premier ministre refuse d'y répondre. Le ministre lui-même s'y est refusé. À qui devons-nous nous adresser afin d'obtenir une réponse simple et directe?

• (1440)

**L'hon. Erik Nielsen (vice-premier ministre et ministre de la Défense nationale):** Monsieur le Président, le député a tout à fait tort de poser cette question et de faire cette affirmation. Cela fait maintenant sept jours de suite que je réponds à des questions sur le sujet, tout comme le ministre l'a fait encore hier.

**M. Broadbent:** Vous craignez de vous inculper!

\* \* \*

#### L'INDUSTRIE AUTOMOBILE

##### LA SOCIÉTÉ HYUNDAI—LE RÔLE DU MINISTRE AU SEIN DU CABINET

**L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg—Fort Garry):** Monsieur le Président, ma question s'adresse également au vice-premier ministre. Au cours d'une période antérieure de question, le ministre de l'Expansion industrielle régionale a déclaré que la décision de relever Hyundai de l'obligation d'acheter pour des milliards de dollars de produits canadiens avait été prise par le cabinet. Lorsqu'il a présenté ses recommandations au cabinet, est-ce que ce ministre a fait état de sa situation de conflit d'intérêts? A-t-il déclaré au cabinet qu'il était bénéficiaire d'un prêt accordé par une banque dont Hyundai était actionnaire majeur? A la réception de ces renseignements, quelle mesure a prise le premier ministre pour relever ce ministre de ses responsabilités en raison de ce conflit d'intérêts?

**L'hon. Erik Nielsen (premier ministre suppléant et ministre de la Défense nationale):** Monsieur le Président, le député tire une conclusion à laquelle je ne me range pas. Indépendamment de cela, il sait ou devrait savoir qu'il ne faut pas m'interroger au sujet de ce qui se passe ou ne se passe pas aux séances du cabinet, puisqu'il est de tradition de ne pas en parler sur le parquet de la Chambre.

#### Questions orales

##### ON DEMANDE AU MINISTRE DE S'ABSTENIR DE PRENDRE PART AUX DÉCISIONS CONCERNANT HYUNDAI

**L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg—Fort Garry):** Monsieur le Président, dans cette affaire des plus cruciales qui va coûter au pays pour des milliards de biens, est-ce que le ministre a fait connaître la situation de conflit d'intérêts dans laquelle il se trouvait en raison de l'emprunt qu'il avait reçu? Sachant maintenant qu'il avait obtenu un emprunt—maintenant donc qu'il est au courant—est-ce que le vice-premier ministre veut maintenant demander à ce ministre de s'abstenir de prendre part aux décisions qui concernent Hyundai, puisqu'il est évident qu'il y a un conflit d'intérêts?

**L'hon. Erik Nielsen (premier ministre suppléant et ministre de la Défense nationale):** Monsieur le Président, le député mélange à son habitude, et à celle semble-t-il de l'opposition, des faux attendus et des questions farcies d'accusations. Je ne partage pas ses convictions.

**M. Orlikow:** Les partageriez-vous que vous ne l'admettiez pas.

**M. Nielsen:** Je suis convaincu que les réponses données par le ministre hier au sujet des centaines de millions de dollars qu'on dit perdus pour le Canada ont été convenablement expliquées. Le député a tout loisir de ne pas croire que ces chiffres soient inexacts...

**M. le Président:** A l'ordre.

**M. Orlikow:** Il est temps de partir, Erik!

\* \* \*

#### L'ADMINISTRATION

##### LES DIRECTIVES SUR LES CONFLITS D'INTÉRÊTS—LE MINISTRE DE L'EXPANSION INDUSTRIELLE RÉGIONALE

**M. Stan J. Hovdebo (Prince-Albert):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au vice-premier ministre. Le public a le droit de savoir ce qu'il advient des directives concernant les conflits d'intérêts. Le ministre est-il prêt à répondre à ma question? Le ministre a-t-il retiré un quelconque avantage du prêt que sa femme a obtenu auprès de Magna International?

**L'hon. Erik Nielsen (premier ministre suppléant et ministre de la Défense nationale):** Monsieur le Président, le public a le droit de savoir que les ministres de la Couronne respectent le code d'éthique.

**M. Nunziata:** Comment pouvons-nous le savoir? Montrez-le nous!

**M. Nielsen:** Le bureau du sous-registraire général adjoint tient des dossiers à ce sujet. Je pourrais demander au député s'il a rendu visite à ce haut fonctionnaire afin de consulter les dossiers publics auxquels il a accès. L'a-t-il fait?